

Berne, le 14 mars 2017

**Le Conseil des Etats fait d’importantes avancées pour un meilleur financement de l’accueil extra-familial**

**Les coûts que les parents paient pour l’accueil extra-familial pour enfants sont exorbitants en Suisse. Il manque en outre un accueil extra-familial fiable pour les parents qui ont des horaires de travail irréguliers. C’est pourquoi, Travail.Suisse, l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, se réjouit que le Conseil des Etats ait aujourd’hui soutenu les améliorations proposées par le Conseil fédéral au sujet de la loi fédérale sur les aides financières à l’accueil extra-familial pour enfants. Les mesures proposées visent une offre d’accueil moins coûteuse et mieux adaptée au marché du travail actuel.**

« L’initiative visant à combattre la pénurie de personnel qualifié soutient une augmentation du taux d’activité des parents. Si nous voulons sérieusement atteindre ce but, il ne suffit pas de s’appuyer uniquement sur les prestations financières des cantons. La Confédération doit prévoir des incitations ciblées pour une meilleure conciliation entre famille et travail » s’exprime Matthias Kuert Killer, responsable de la politique sociale à Travail.Suisse.

Le Conseil des Etats en a aujourd’hui fait le même constat : Dans le monde du travail interconnecté dans lequel évoluent les parents aujourd’hui, on a besoin d’offres supportables financièrement pour les parents et fiables de la part des prestataires externes de places d’accueil. Cela ne va pas sans la Confédération qui aide les cantons à faire le saut. Sinon, c’est plutôt le hasard ou la chance qui permettront ou non aux parents de payer une bonne offre d’accueil, selon l’appartenance cantonale. Cela fait fi de notre époque, le monde du travail moderne n’étant plus limité par les barrières cantonales. Certes, les coûts de l’accueil extra-familial en Suisse, corrigés de la parité du pouvoir d’achat, sont comparables avec ceux des pays voisins comme l’Allemagne, l’Autriche ou la France. Mais une grande partie de ces coûts en Suisse, contrairement aux pays voisins, sont transférés aux parents. Cela rend l’accueil extra-familial en Suisse extrêmement cher et signifie qu’un deuxième revenu n’en vaut plus guère la peine financièrement.

Travail.Suisse recommande maintenant aussi au Conseil national de réfléchir à plus long terme et d’investir dans une offre d’accueil extra-familial fiable et payable pour les parents. Travail.Suisse est convaincu qu’on a besoin à moyen terme d’un meilleur service public dans ce domaine. C’est pourquoi l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses demande que l’on transforme le financement d’impulsion actuel de la Confédération en une loi-cadre sur l’accueil extra-familial pour enfants.

Pour plus d’informations :

Matthias Kuert Killer, Responsable Politique sociale, Tel. 079 777 24 69